



Marché à Sucre en Bolivie.

La nourriture ou le développement, il faut choisir...

En 1985, un numéro spécial de *The Ecologist* montrait comment les politiques de « développement » étaient responsables de ce qu'elles prétendaient combattre : la faim dans le monde. Le vice-président aux relations extérieures de la Banque mondiale, **José Botafogo**, adressa une réponse à notre revue mère dont nous publions ici de larges extraits, suivie de la réponse de **Teddy Goldsmith**. (1) Un document toujours d'actualité.

*“ Toute la difficulté est d'éviter les dégâts environnementaux sans ralentir le rythme du développement ”
José Botafogo”*

Lettre de José Botafogo

Le dernier numéro de *The Ecologist* contient, à propos de la Banque mondiale et de son travail dans les pays en voie de développement, un grand nombre d'allégations infondées. Le directeur de cette revue nous a demandé une réponse et nous profitons de l'occasion pour mettre les choses au point. Une des allégations sans doute les plus abusives est que le développement serait *en soi*, par la destruction de

leur environnement, contraire aux aspirations et aux intérêts des nations les plus pauvres : par conséquent, en le promouvant, la Banque mondiale se rendrait responsable de tous leurs maux. (...) Il s'agit là d'une idée tout à fait absurde, car elle fait l'impasse sur la situation actuelle dans les pays en voie de développement : la pauvreté généralisée et les graves atteintes de cette dernière à l'environnement. Pour survivre, les gens sont en effet obligés d'exploiter leur milieu naturel de façon trop intensive.

Il faut également mentionner le problème fonda-

mental de la croissance démographique puisque pauvreté et croissance démographique se renforcent mutuellement. En Afrique, par exemple, la population croît à un rythme plus soutenu que dans n'importe quel autre continent dans l'histoire : trois pour cent par an, soit une multiplication par vingt en un siècle. Cette croissance fragilise les systèmes naturels, érode et appauvrit les sols. Aucune analyse sérieuse ne peut ainsi conclure que tous ces problèmes sont le résultat du développement économique.

Un développement durable, bien conçu et correctement mis œuvre permet au contraire de résoudre ou d'atténuer ces problèmes. (...) La seule limite est en réalité la bonne volonté et la capacité des pays en question à le mettre en œuvre. Ce développement a été réalisé de bien des manières et pas uniquement comme le prétend *The Ecologist* au travers de projets de grande envergure. Vingt-cinq à trente pour cent des prêts accordés par la Banque mondiale vont au développement d'activités agricoles ou rurales, pour accroître leur productivité. Le développement économique, processus souvent laborieux, peut générer beaucoup de fruits s'il est bien mené. (...)

Par exemple, il y a vingt ans, l'Inde était incapable de se nourrir. Elle importait dix millions de tonnes de céréales par an. Aujourd'hui, sa production agricole a augmenté de telle sorte que l'Inde peut se nourrir par ses propres moyens. C'est le résultat des politiques de développement soutenues par la Banque mondiale et l'Association pour le développement international (IDA). Toute la difficulté est d'éviter les dégâts environnementaux sans ralentir le rythme du développement, puisque même bien mené, le développement économique peut certes modifier les systèmes naturels. Mais cela n'est pas une raison pour abandonner la quête de meilleures méthodes pour aider les peuples à raffermir leurs économies et augmenter leur niveau de vie. (...)

The Ecologist se trompe également sur d'autres points, l'un d'eux étant l'affirmation selon laquelle la Banque mondiale et les autres agences de développement auraient encouragé les cultures de rente destinées à l'exportation dans l'Afrique sub-saharienne au lieu des cultures vivrières, se rendant de la sorte responsables de la pauvreté et de la famine. Or, les faits prouvent le contraire. Pendant les dix dernières années (1974-1984), la Banque mondiale et l'IDA ont prêté cinq milliards de dollars pour le développement agricole en Afrique sub-saharienne. Seulement quinze pour cent de cet argent était destiné aux cultures d'exportation. Le reste est allé à des cultures vivrières ou un mélange de cultures vivrières et d'exportation, et au développement du cheptel et de la pêche. De toute façon, la soi-disant dichotomie entre cultures de rente et culture vivrière est trompeuse. En Afrique sub-saharienne, les deux cultures sont cultivées en rotation et l'expérience montre que les pays dynamiques au niveau de leurs exportations sont plus productifs au niveau agricole. Le recours aux exportations est requis pour financer les importations d'articles nécessaires à l'alimentation et à la production de cultures destinées à l'exportation. La diminution des devises étrangères, résultant de la diminution d'exportations agricoles, peut nuire à la production

agricole, ce qui arrive fréquemment en Afrique sub-saharienne. (...)

Réponse de Teddy Goldsmith

C'est seulement depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale que le développement a été présenté comme la panacée pour les maux dont souffre le monde. Les politiques de développement étaient auparavant menées par les colonies avec l'objectif avoué de se procurer des matières premières à bon marché et bénéficier d'un marché captif pour leurs produits manufacturés. Croire aujourd'hui que ces politiques pourraient ne pas profiter à nos anciennes colonies, voilà qui est taxé « d'absurde » par M. Botafogo. (...) Et pourtant, ces trente dernières années ont été les plus catastrophiques de toute l'histoire des pays du Tiers-Monde. Déforestation, érosion du sol, désertification, sécheresses et inondations, croissance démographique, urbanisation, bidon-villes... avec comme résultat la malnutrition et la faim. (...)

Les promoteurs du développement avancent que l'Afrique est un cas spécial où le développement s'est avéré plus réussi qu'ailleurs. L'Inde recueille également leurs suffrages : selon M. Botafogo : « *Il y a vingt ans, l'Inde était incapable de se nourrir. Elle importait dix millions de tonnes de céréales par an. Aujourd'hui la production agricole a augmenté de telle sorte que l'Inde peut se nourrir par ses propres moyens.* » Cela est bien entendu dû aux « *politiques de développement soutenues par la Banque mondiale et l'IDA* ». L'Inde est effectivement devenue « autosuffisante », mais ce terme est employé dans un sens purement économique : la nourriture est disponible dans les magasins en suffisance pour ceux qui peuvent l'acheter, mais ce critère ne nous dit rien des besoins non satisfaits de l'immense majorité qui n'a *tout simplement pas les moyens de se la procurer.* (...) De même, M Botafogo doit-il considérer comme « absurde » l'idée que le développement, dont la Banque mondiale tire sa raison d'être, pourrait être la cause de tant de misère. Phénomène qu'il sera tenté d'attribuer à une gestion déplorable, à la corruption locale ou au sous-développement lui-même. Si les pauvres sont à l'origine des problèmes, M. Botafogo peut alors tout à fait incriminer leur prolifération démographique, auquel le développement apportera quoi qu'il en soit une réponse bénéfique.

La faute aux pauvres ?

La destruction de l'environnement est même attribuée à la pauvreté et à la croissance démographique. La pauvreté « *fragilise les systèmes naturels, érode et appauvrit les sols* », phénomène qui empire avec la multiplication des pauvres puisque « *pauvreté et croissance démographique se renforcent mutuellement* ».

Malheureusement, il est aisé de vérifier de façon concrète que, si les paysans du Tiers-Monde surexploient les sols et les forêts, c'est parce qu'on leur a pris beaucoup de leurs terres pour les consacrer à des projets de « développement ». La place qu'il leur reste alors est trop réduite et de qualité trop

*Le résultat du développement ?
Déforestation et
disparition de l'agriculture
vivrière*

Quinze ans plus tard...

La Banque mondiale se soucie-t-elle aujourd'hui enfin des plus pauvres ? Pour juger sur pièces, voici un échantillon de quelques projets de « développement » en cours de financement :

– Au Pérou, financement de la mine d'or de Yanacocha, la plus vaste d'Amérique latine. Avec comme conséquences la pollution des rivières, le déplacement de la population locale et indigène, dépossédée de ses terres.

– Au Bengale occidental, financement de la mine Sarshatali pour produire 3,2 millions de tonnes de charbon par an. Avec comme conséquence la destruction d'une dizaine de villages et la production annuelle de 8,2 millions de tonnes de dioxyde de carbone.

– Sur les rives « sacrées » du fleuve Jourdain : un projet de complexe industriel écologiquement désastreux.

– En Mongolie intérieure, un « projet de réduction de la pauvreté » concernant des villages des provinces de Gansu

et Qinghai vivant en autarcie, l'ouverture de leur agriculture au commerce, par l'intensification de l'élevage et de l'agriculture, et la construction d'un barrage pour irriguer cette dernière. Coût : 160 millions de dollars.

– Au Sénégal, un programme d'intensification de la productivité des petits paysans pour « augmenter leur compétitivité » sur le marché international, soit 27,4 millions de dollars confiés, non pas directement aux paysans, mais à différents organismes : National Research Funding (NARF), Senegalese Agricultural Research Institute (ISRA), Food Technology Institute (ITA), National Agency for Agricultural and Rural Counsel (ANCAR)...

– Au Bénin, 36 millions de dollars pour développer la culture du coton afin d'assurer la transition d'une agriculture paysanne « vers un système compétitif ».

Source : Banque mondiale.

Site Internet : www.worldbank.org

médiocre pour satisfaire leurs besoins. Paul Ngei, ministre de l'Environnement du Kenya a récemment déclaré que les pauvres représentaient une menace pour l'environnement. Mais selon Martin Redfern, correspondant au *New Scientist* : « *Cela entre en flagrante contradiction avec une déclaration antérieure annonçant la déforestation de 17 000 hectares de forêt au Kenya pour y cultiver des plants de thé. (...) Ce sont souvent les projets pharaoniques des gouvernements qui sont à l'origine de la destruction de l'environnement.* » (2)

En effet, « *Les paysans avec leurs propres moyens, selon Shelton Davis, et suffisamment d'espace améliorent la qualité de leur environnement.* » (3) Il cite le Professeur Michel Cepede, qui affirme que lorsque de telles conditions sont remplies, « *la fertilité s'améliore sur un sol de qualité médiocre* ». Selon Davis : « *De petites parcelles cultivées par des paysans se sont avérées être treize fois plus productives que les grandes exploitations mécanisées, or cela n'est plus possible lorsque les ressources disponibles sont réduites. On les accuse alors de surexploiter le peu qui leur est laissé.* » (...)

La Banque finance l'agriculture d'exportation destinée à nourrir les pays riches

Au Brésil, selon des chiffres officiels publiés dans les années 1966-1975, soixante pour cent de la destruction forestière a été réalisée pour implanter des ranchs à grande échelle (3 865 271 ha) et pour construire des autoroutes (3 075 000 ha), deux réalisations financées par la Banque mondiale alors que 17,6 % des forêts défrichées servaient à réinstaller les paysans déplacés.(4) (...)

La vraie cause de la destruction de l'environnement devient patente au vu des politiques que le Tiers-Monde doit adopter pour se « développer » et de la façon dont ces politiques affectent leur environnement.

Pour se développer, un pays du Tiers-Monde doit accumuler beaucoup de devises étrangères pour financer l'importation de tous les intrants requis par l'agriculture moderne, l'industrie moderne, l'artillerie moderne et le mode de vie moderne. Comment les obtenir ? Peu de pays pauvres sont équipés pour produire des biens manufacturés, ils sont alors obligés de « développer » leurs ressources naturelles, c'est-à

–dire les exploiter pour les commercialiser. Le premier inconvénient est qu'une fois ces ressources « développées » et mises sur le marché mondial, les pauvres du Tiers-Monde, gagnant vingt dollars par an, par rapport à ceux qui gagnent vingt dollars par heure, n'ont pas suffisamment de pouvoir d'achat pour se les procurer. Ce qui signifie qu'une ressource, auparavant facilement disponible à peu de frais, n'est plus à leur portée.(...)

L'agriculture d'exportation

Une autre source de devises étrangères provient des cultures de rente ou des élevages de bovins. Ce genre de ressources est régulièrement financée par les banques de développement multilatéral. Fait que M. Botafogo préfère ignorer : « *Seulement 15% de cet argent était destiné aux cultures d'exportation. Le reste allait à des cultures vivrières ou un mélange de deux, au développement du cheptel et de la pêche.* » Il ajoute : « *De toute façon, la soi-disant dichotomie entre cultures d'exportation et culture vivrière est trompeuse. Dans l'Afrique subsaharienne les deux cultures sont cultivées par rotation et l'expérience montre que les pays dynamiques au niveau de leurs exportations sont plus productifs au niveau agricole.* »

Malheureusement, le développement de l'industrie de la pêche dans le Tiers-Monde ne peut être considéré comme le moyen de nourrir la population locale, puisqu'elle est destinée au marché mondial ; la même remarque étant valable pour le bétail !

Quant à la dichotomie entre culture vivrière et la culture d'exportation, elle est fondamentale.

La quantité de terre arable est limitée dans tout pays. En Egypte par exemple, seulement trois pour cent du pays est cultivable. Qui plus est, les meilleures terres sont occupées par les cultures d'exportation, et les paysans, une fois chassés de là, doivent se contenter des sols les plus pauvres qui sont rapidement érodés. Penchons-nous également sur le résultat de la politique de la Banque mondiale en Tanzanie. Dans les années soixante, elle accepta de soutenir un programme gouvernemental pour intensifier l'utilisation du sol. Or pas un seul projet, selon Dinham et Hines, n'était destiné à produire une alimentation de base destinée à la consommation locale. En 1978-79, 61 % des prêts allait aux plantations de tabac. Selon le commentaire peu réjouissant de Dinham et

Hines : « Le parti pris d'aider les cultures de rente a conduit à repousser les cultures vivrières sur les sols plus arides du pays et à réserver les bonnes terres aux plantations de tabac. » (5)

Au Sahel, une des régions qui a le plus souffert de la famine, l'expansion de la culture de cacahouète destinée à l'exportation en France a selon Trainer « obligé les peuples nomades à s'installer sur des terres périphériques qui ont subi surpâturage et désertification. » (6) Trainer ajoute « Les rares ressources en eau ont été accaparées par l'agrobusiness pour produire, non



Jose Botafogo (gauche), ancien vice-président de la Banque mondiale, est aujourd'hui ambassadeur du Mercosur (organisation de marché commun d'Amérique du Sud). Ici en compagnie d'Arthur Denot Medeiros, de l'Association d'intégration latino-américaine (ALADI), à Montevideo le 4 juillet 2001, lors d'une réunion préparatoire de la signature d'un accord autorisant la libéralisation, dès 2005, des exportations du Mercosur vers l'Union européenne.

de la nourriture, mais des biens destinés à la commercialisation dans les pays industriels. »

Comme le notent Franke et Chasin : « Les exportations agricoles issues des pays du Sahel se sont accrues pendant le début des années soixante dix, malgré l'aggravation de la sécheresse et une famine généralisée. » En fait, « pendant la sécheresse au Mali, les surfaces occupées par les cultures de cacahouètes et de coton ont augmenté respectivement de 50 et de 100 pour cent entre 1965 et 1972 ». (7) On imagine ainsi mal comment cela aurait pu aider les gens affamés à se nourrir.

Aussi révoltant que cela puisse paraître, une grande partie des régions ont été désignées comme étant les « serres » de l'Europe. Dès le début des années soixante dix, un rapport confidentiel de la Banque mondiale notait « Le Sénégal est le pays le plus proche de l'Europe dans lequel les légumes peuvent être cultivés en plein air pendant l'hiver. » (8) Depuis lors, la Banque mondiale a émis des recommandations plus précises pour le « développement » de ce pays. Ainsi, selon Frances Moore Lappé et Joseph Collins, « des rapports récents de la Banque mondiale sur le Sénégal et la Mauritanie envisagent leur avenir dans les exportations de mangues, d'aubergines et d'avocats. » (9) (...)

C'est en Amérique centrale que la politique de la Banque mondiale consistant à financer l'élevage de bétail connaît sans doute ses effets les plus dévastateurs. Selon Lappé et Collins : « Depuis 1963, la Banque mondiale a financé le développement des activités bétailières dans tous les pays d'Amérique centrale à l'exception du Salvador. En moins de vingt ans, les pâturages et le nombre de têtes de bétail ont crû des deux tiers. Cela a eu pour effet de diminuer le prix du hamburger de cinq cent la livre. Or pendant les années soixante et soixante-dix, alors que la production de bœuf triplait au Costa Rica, la consommation locale de bœuf diminuait au point que le Costa Ricain moyen mangeait moins de bœuf par an que la moyenne de la pâte de chat domestique d'Amérique du Nord. » (...)

En République Dominicaine, de plus en plus de terres arables ont été transformées en cultures d'exportation comme la canne à sucre. La quantité de

nourriture disponible a par conséquent diminué de façon continue. Selon Robert Ledogar : « Pour les petits paysans affamés et les paysans sans terre, qui comptent 75 % de la population, les étendues sans fin de plantations de canne à sucre ressemblent à un cancer vert se propageant peu à peu sur leur terre. » (10)

Malgré toutes les dénégations de M. Botafogo, la Banque mondiale contribue à la propagation de ce cancer. ■

L'Afrique ? Une « serre » pour les marchés européens

Notes

- (1) Un premier dossier fut publié dans *The Ecologist*, Vol 15 n° 1/2, 1985 suivi d'un nouveau dossier *The Ecologist*, Vol 15 n° 5/6, 1985, pp. 207-219 contenant l'échange entre José Botafogo et Teddy Goldsmith que nous reproduisons ici.
- (2) Martin Redfern, *The New Scientist*, 21 février 1985.
- (3) Shelton H. Davis, *Indigenous people, development Planning and Socio - Environment Assessment; Some Lessons from the United States, Canada and Peru.*, rapport soumis à la Banque mondiale, octobre 1984.
- (4) Ricardo Abramovay, "Hunger in Brasil". Article non publié.
- (5) Barbara Dinham et Colin Hines, *Agribusiness in Africa*. Earth Resources. 1983. Londres
- (6) F. E. Trainer, *Abandon Affluence*, Zed Books.. Londres.1985
- (7) Richard Frank et Barbara Chasin, "Peasants, peanuts and Pastoralists", *The Ecologist*, Vol. II, n° 4, 1981.
- (8) Frances Moore Lappé et J. Collins, *The Myth of Scarcity*, Food first, souvenir Press, 1977.
- (9) Ibid.
- (10) Robert Ledogar, *Hungry for Profits*, cité par Nicholas Cohen et René Dumont in *La Croissance de la famine*

Bibliographie

L'Écologiste n°3, Printemps 2001, dossier sur la mondialisation
L'Écologiste n°6, Hiver 2000/2001, n° spécial sur le « développement »
 « Dubious Development: How the World Bank's Private Arm Is Failing the Poor and the Environment », Amis de la Terre, et « Risky Business: How the World Bank's Insurance Arm Fails the Poor and Harms the Environment. », septembre 2000. Contact : www.foe.org